



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Communautaire

## Délibération

Séance du 12 décembre 2024

**Délibération n°DCC-2024-134**

**Rapporteur :** M. Hervé GUY

**OBJET :** Droit de Préemption Urbain - Délégation à l'EPF

Président : Monsieur Claude BORCARD

Secrétaires de séance : Monsieur Thomas BARTHELET et Madame Marie-France LUCIUS

### **Membres présents :**

BORCARD Claude - GROSSET Pierre - POULET Pierre - JANIER Claude - GUY Hervé - BAILLY Jean-Yves - JAILLET Antoine - LAGARDE Sylvie - MOREAU Serge - TARTAVEZ Patrick - GALLET Maurice - BILLOT Dominique - PATTINGRE Alain - FOURNOT Philippe - LANNEAU Jean-Yves - TISSERAND Sylvie - MARANO Paulette - CAUZO Louis - BAILLY Thierry - LOUVAT Christine - RAVIER Jean-Yves - PERRIN Anne - GAFFIOT Thierry - FATON Nelly - MAILLARD Marie-Pierre - BARTHELET Thomas - PARAISO Nicole - GUILLERMOZ Jacques - BOTTAGISI Jeanne - RAMEAU Jean-Philippe - ALARY Sylvain - BOIS Christophe - OLBINSKI Sophie - GRICOURT Philippe - CHAMBARET Agnès - HUELIN Jean-Philippe - FISCHER Michel - PAILLARD Véronique - CHANET MOCELLIN Patricia - BUCHAILLAT Jean-Paul - JAILLET Gérard - NEILZ Patrick - BARBARIN André - TROSSAT Céline - MATHEZ Sylvie - VINCENT Philippe - JUNIER Michel - LUCIUS Marie-France - CHALUMEAUX Dominique - PYON Monique - CARON Anne - BERNARD Christine - CHARDON Alexandre - ROUSSE Thomas

### **Membres absents excusés :**

CORDELLIER Jérôme donne procuration à GUY Hervé - ECOIFFIER Jean-Marie donne procuration à CARON Anne - BARTHE Guillaume donne procuration à MARANO Paulette - CHANGARNIER Claude donne procuration à PERRIN Anne - GOUGEON Emilie donne procuration à BORCARD Claude - BOURGEOIS Willy donne procuration à BARTHELET Thomas - FILOTTI Anne donne procuration à MAILLARD Marie-Pierre - ROUPLY Aurélie donne procuration à FATON Nelly - MINAUD Emily donne procuration à OLBINSKI Sophie - ISSANCHOU Stéphane donne procuration à CHARDON Alexandre - THOMAS Jean-Paul donne procuration à PATTINGRE Alain - MONNET Maurice donne procuration à ROUSSE Thomas

Nombre de conseillers en exercice : 63

Nombre de conseillers présents à la délibération : 54

Convoqué le : 6 décembre 2024

Affiché le : 16 décembre 2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200071116-20241212-DCC-2024-134-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2024

Après le transfert de la compétence Planification de l'Urbanisme, le Conseil Communautaire a instauré le Droit de Préemption Urbain sur le territoire d'ECLA. Il l'a délégué aux communes à l'exception des zones économiques ou de loisirs sur lesquelles le Président a reçu délégation pour exercer ce pouvoir de préemption.

Cependant, le Président ne peut déléguer ce pouvoir à l'Établissement Public Foncier sans autorisation du Conseil Communautaire. Il convient de compléter la délibération du 23 février 2023.

VU la délibération n° DCC-2022-131 approuvant le transfert de la compétence Planification de l'Urbanisme ;

VU la délibération n° DCC-2023-008 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;

VU la délibération n° DCC-2023-009 par laquelle le Conseil Communautaire délègue son pouvoir d'exercer le Droit de Préemption Urbain au Président pour tous les projets répondant au principe d'intérêt général défini dans l'article L201-1 du Code de l'Urbanisme quel que soit leur montant ;

VU l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption, ainsi que le droit de priorité, dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement. »

**Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après délibération, à l'unanimité,**

- **DÉCIDE** d'autoriser le Président à déléguer le Droit de Préemption Urbain à l'Établissement Public Foncier Doubs BFC pour tous les projets répondant au principe d'intérêt général défini dans l'article L201-1 du Code de l'Urbanisme quel que soit leur montant.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'CB.' or similar initials.

**Claude BORDARD**